



LE PROCESSUS DU DÉBAT EN ÎLE DE FRANCE

Le débat sur la transition énergétique a été organisé en Ile-de-France conjointement par la Région et l'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Énergies (ARENE) en partenariat étroit avec l'Etat (DRIEE) et l'ADEME.

Le processus que souhaitait engager la Région a été présenté le 19 novembre 2012, lors d'une réunion de mobilisation des acteurs. Cette réunion a permis de présenter le cadre national ainsi que l'organisation que la Région comptait mettre en place. La vice-présidente Hélène GASSIN a également annoncé le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt en direction des collectivités et associations dans le but d'organiser des débats au plus proche des citoyens. Le débat a été organisé autour de trois « dispositifs » complémentaires.

1°) L'organisation d'un cycle de conférences régionales

Ces événements ont eu vocation à réunir les acteurs régionaux selon la gouvernance 5+1, afin de réfléchir sur les grandes questions posées dans le cadre national. Pour leur organisation, le parti pris a été non pas de monter des conférences magistrales, mais bien d'allier à la fois exposés des problématiques, débats, et travaux en ateliers, ceci afin de travailler sur des propositions concrètes.

La première conférence, qui s'est déroulée le 18 janvier 2013 dans l'hémicycle du Conseil régional, a permis de lancer officiellement le débat en Ile de France, en présentant les enjeux du débat national, le diagnostic francilien grâce aux scénarii étudiés dans le cadre du SRCAE francilien, des témoignages sur des initiatives régionales remarquables illustrant les grandes questions du débat et en initiant les premières réflexions sur les questions posées.

3 autres conférences ont ensuite traité de thématiques plus ciblées :

- le 28 février 2013 à la Cité Universitaire Internationale de Paris sur le thème de la gouvernance : cette conférence a permis à tous les représentants de collectivités, d'associations environnementales et d'entreprises nationales de l'énergie de discuter des évolutions à apporter au système actuel, voire de réfléchir aux bases d'un nouveau modèle
- le 9 avril 2013 dans l'hémicycle du Conseil régional autour de trois scénarios contrastés de la transition énergétique et de leurs conséquences sur nos modes de vie. Cette conférence, sous la présidence de la vice-présidente en charge de la recherche et de l'enseignement supérieur Isabelle This Saint Jean, a été l'occasion de pouvoir intégrer le monde de la recherche scientifique dans le débat.
- le 27 mai 2013 dans l'hémicycle du Conseil régional sur la réhabilitation des bâtiments publics. Organisée dans le cadre de la semaine des Entreprises Publiques Locales par la Région, la Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne (SAERP, société publique locale), l'ARENE et Énergies Posit'If (SEM) a permis d'aborder les questions d'utilisation des nouveaux bâtiments, l'offre des entreprises du bâtiment aux exigences de la réhabilitation et les nouveaux moyens de financer ces projets.

Enfin, le débat s'est clôturé le 6 juin 2013 dans l'hémicycle du Conseil régional avec une dernière conférence au cours de laquelle ont été présentées et débattues les propositions ayant émergé de tous les débats franciliens. Corinne Rufet, nouvelle vice-présidente de la Région Ile-de-France en charge de l'environnement, de l'énergie et de l'agriculture, a présidé cette conférence.

Des questionnaires remis aux participants ont permis de recueillir leur avis sur les propositions présentées et de les compléter éventuellement. Leur analyse a permis de montrer qu'il se dégagait un accord assez général



sur la majorité des propositions et ont fait ressortir deux points de dissensus. Ces résultats ainsi que des propositions supplémentaires ont été intégrés à la synthèse régionale des débats.

Chacun de ces événements s'est déroulé sur une journée entière et a mobilisé entre 200 et 300 personnes. Le déroulement type de ces conférences consistait en une matinée avec des tables rondes ou des exposés servant d'appui à des ateliers participatifs l'après midi, permettant aux participants de pouvoir formuler des propositions et débattre ensemble dans le cadre des questions du débat national.

2°) L'organisation de débats au plus près des territoires

L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Région en fin d'année 2012 a permis de soutenir 10 débats dans 7 départements. L'idée était de susciter l'implication de l'ensemble du territoire dans le débat en permettant à des acteurs de s'engager (qui autrement n'auraient peut-être pas franchi le pas) et de se rapprocher des citoyens. Le soutien de la Région Ile-de-France permettait d'avoir la même équipe d'animation dans ces débats, alimentant chaque débat des propositions des débats précédents, et s'occupant de réaliser une synthèse conforme au format national. Ces débats étant l'occasion pour les participants de débattre pour la première fois de questions énergétiques au niveau national, un moment convivial était également proposé pour permettre le prolongement ou l'initiation des échanges.

Les thèmes abordés par les organisateurs lors de ces débats ont été variés et ont reflété les préoccupations et caractéristiques des territoires :

- Le Conseil général de Seine et Marne et le Syndicat intercommunal des énergies de Seine et Marne (SIESM) ont mis en débat la définition d'un nouveau mix énergétique, la gestion locale de l'énergie et l'implication des consommateurs dans la sobriété et l'efficacité énergétique.
- L'association Ile de France Environnement a mis en débat dans la commune de Mareuil les Meaux en Seine et Marne les thèmes de la sobriété énergétique, des économies d'énergie, des énergies renouvelables et du « mirage des huiles de schiste ».
- L'agence locale de l'énergie et du climat de Sait Quentin en Yvelines et l'association Energies solidaires ont organisé à Versailles des ateliers dans lesquels les 5 grandes questions du débat national ont été débattues.
- L'Agence territoriale de l'énergie du Plateau de Saclay en Essonne a mis en débat la situation énergétique de la France, les défis à relever en termes d'adaptation au changement climatique et de précarité énergétique ainsi que les actions à mener sur le territoire essonnien en faveur de la transition énergétique.
- La Communauté d'Agglomération du Mont Valérien a centré les débats sur 2 questions : le mix énergétique français (quelles filières associées ? Quels enjeux et perspectives de développement ?) et les moyens à mettre en œuvre pour massifier la rénovation du patrimoine bâti.
- la Communauté d'agglomération d'Est Ensemble, l'agence locale de l'énergie Montreuil Vincennes Energie et la ville de Montreuil ont essentiellement axé leurs échanges sur l'émergence d'une nouvelle politique publique nationale de lutte contre la précarité énergétique et sur les expérimentations locales sur le territoire.
- la Communauté d'Agglomération de Plaine Commune a proposé aux participants de réfléchir sur les thèmes de l'efficacité énergétique dans le bâtiment (notamment les copropriétés), du système énergétique et du comportement des usagers et du système de transports, élément central de la transition énergétique sur le territoire de Plaine Commune, particulièrement concernée par la pollution atmosphérique

- La ville de Sevrans, en s'appuyant sur son Plan Climat Energie Territorial, a mis en débat les enjeux globaux de la transition énergétique et la recherche vers des énergies plus propres et moins chères
- Le Conseil général du Val de Marne a mis en débat la gouvernance et la maîtrise publique de la transition énergétique ainsi que les coûts, bénéfices et financements attendus
- Le Parc Naturel du Vexin avec la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise ont organisé un débat sur la favorisation de la production de biogaz sur un territoire à la fois urbain et rural, les moyens de mettre en œuvre une valorisation locale et enfin comment associer collectivités et citoyens aux choix, aux investissements et aux retombées économiques et financières.

A chaque événement, une bonne centaine de participants s'est mobilisée pour des débats qui ont pu s'achever très tard en soirée. Cet AMI a été l'occasion pour des collectivités et des associations de travailler en semble pour organiser ces débats.

En complément, la Région a labellisé 38 événements.

3°) La mobilisation des citoyens et des acteurs de l'énergie

Les « journées de l'énergie », qui se sont tenues du 29 au 31 mars en ouverture de la semaine du Développement Durable, ont vu l'organisation de 29 événements, surtout par les entreprises du secteur de l'électricité.

Le 25 mai 2013, une journée citoyenne s'est déroulée le même jour dans chaque région candidate selon une méthode identique. En Ile-de-France, cette journée a été organisée par l'ARENE avec l'appui du Secrétariat général du débat en collaboration avec la Région et l'ADEME. Elle a permis de mobiliser 111 citoyens qui se sont montrés très réactifs sur le sujet de la transition énergétique.

Ils ont pu échanger au cours de la journée avec Delphine BATHO Ministre de l'Environnement, du développement durable et de l'Energie, mais également avec Thierry WAHL secrétaire général du débat et Jean JOUZEL, climatologue et membre du comité de pilotage du débat.

Le Conseil Régional des Jeunes de la Région Ile-de-France a également été sollicité : il a ainsi présenté une contribution lors de la conférence du 6 juin et a participé aux débats de cette dernière journée régionale.

Enfin, les contributions de 150 citoyens franciliens parvenus sur le site national du débat ont été adressées à la Région.

En plus de l'organisation de ces événements, la Région Ile de France a fait évoluer un site internet spécialement créé dans le cadre d'une démarche participative, les Ecociliens (ou états généraux de la conversion écologique et sociale) pour accueillir le débat régional sur la transition énergétique. Le compte twitter des Ecociliens a également été utilisé pour retransmettre les moments forts des conférences et recueillir les réactions et questions de tous.

En tout, plus de 3 000 citoyens et acteurs de la transition énergétique se seront mobilisés pour participer au débat national sur la transition énergétique et auront été force de proposition sur les différentes questions qui leur ont été posées. Plus de 300 propositions ont ainsi été rassemblées dans un document mis à disposition en ligne, et dont la synthèse qui suit rend compte.



Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?

La maîtrise de l'énergie est une condition essentielle de la transition énergétique : aucun modèle alternatif au système énergétique actuel ne peut émerger dans un contexte de croissance des consommations. On distingue à cet effet deux leviers d'action : la sobriété, qui désigne non pas la restriction pour chacun mais, au contraire, la réduction des usages inutiles de l'énergie ; l'efficacité qui désigne l'optimisation de la quantité d'énergie consommée par usage.

En France, tandis que la loi POPE prévoit d'atteindre un rythme annuel de réduction de la consommation énergétique finale de 2% en 2015 et de 2.5% d'ici 2030, la réduction moyenne n'est que de 0.8% par an depuis 2005, évolution s'inscrivant davantage dans le prolongement de la tendance passée que la transition voulue.

Au regard de cet objectif, un véritable effort de maîtrise de la demande en énergie est à fournir, et ce au travers de différentes approches sectorielles ayant fait l'objet de propositions.

BATIMENT

Comment accompagner les particuliers dans la réalisation de travaux ? Quel ordre de priorité et d'ampleur des travaux ? Quelle réponse donner aux enjeux de formation et de qualification des professionnels du bâtiment ?

Véritable spécificité régionale, la rénovation énergétique des copropriétés est l'une des urgences de la transition énergétique en Ile-de-France. Les difficultés posées par le système de gestion des copropriétés et les moyens actuellement mis en œuvre pour la massification des travaux de rénovation thermique expliquent les résultats : *faiblesse du taux de concrétisation, difficulté à mobiliser le « reste à payer » pour les ménages, niveau d'ambition des rénovations réalisées rarement ambitieux, etc.* Mais le secteur des bâtiments tertiaires et publics notamment, a également une place importante dans la nécessité d'accompagnement.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 1. : Développer des guichets uniques, de sensibilisation, d'information et de conseil auprès des particuliers recensant l'ensemble des dispositifs d'aides
- Proposition 2.: Mettre en place un dispositif d'accompagnement personnalisé des ménages (visite des logements, montage des dossiers administratifs et financiers, etc.) à l'instar de l'EcoPack en Région Wallonie.
- Proposition 3.: Inciter les copropriétés s'engageant dans des travaux de ravalement à réaliser dans le même temps des travaux d'efficacité énergétique (isolation par l'extérieur, etc.)
- Proposition 4.: Assurer la montée en compétences des professionnels du bâtiment dans la mise en œuvre globale de travaux de réhabilitation intégrant en particulier de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques
- Proposition 5.: Poursuivre le développement des conseillers en énergie partagée (CEP) pour accompagner la rénovation énergétique du patrimoine des communes et territoires ruraux.
- Proposition 6.: Accompagner les usagers dans le changement de comportements induits par l'effort de sobriété en développant notamment les initiatives du type « familles à énergie positive ».
- Proposition 7.: Promouvoir une approche globale de la rénovation des bâtiments intégrant les problématiques de ventilation et de qualité de l'air intérieur

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 8.: Mettre en place une obligation progressive de rénovation énergétique sur l'ensemble des bâtiments en particulier les logements (le futur décret sur la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires publics et privés étant en cours de rédaction).
- Proposition 9.: Faciliter la densification horizontale (division parcellaire) et verticale (surélévation du bâtiment) comme ressource permettant de financer l'efficacité énergétique
- Proposition 10.: Simplifier juridiquement et administrativement les travaux d'isolation par l'extérieur (*ex. autorisation d'occupation du domaine public*)
- Proposition 11.: Faciliter « la mutation fonctionnelle » des bâtiments dans un souci d'adaptation permanent aux besoins



PRECARITE ENERGETIQUE

Comment accompagner les ménages en situation de précarité énergétique ?

La précarité énergétique touche 4 millions de ménages, soit près de 8 millions de personnes en France métropolitaine. Ces ménages consacrent plus de 10% de leur budget à leur facture d'énergie ou chauffent insuffisamment leur logement pour limiter leurs consommations d'énergie. La précarité énergétique constitue souvent une forme de « double peine » : les 20% de ménages les plus pauvres consacrent à l'énergie une part de budget 2,5 fois plus élevée que les 20% les plus riches. L'état des logements et des équipements, le manque d'accompagnement à la mise en place de comportements plus vertueux participent à gonfler la facture énergétique de ces ménages.

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France (IAU) estime qu'en 2006, 700 000 franciliens, soit 5.8% de la population régionale, étaient en situation de précarité énergétique.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 12.: Développer des outils permettant de mieux cibler les actions à mettre en œuvre pour accompagner les ménages en situation de précarité énergétique
- Proposition 13.: Mettre en place sur tout le territoire un dispositif de service (détection, conseil personnalisé, prise en charge) aux ménages en situation de précarité afin de les aider à maîtriser leur consommation d'énergie (cf. dispositif SLIME)
- Proposition 14.: Promouvoir une approche transversale (prenant en compte les impacts sociaux et sanitaires) de la lutte contre les situations de précarité énergétique en formant notamment les partenaires sociaux.
- Proposition 15.: Traiter la précarité énergétique au travers d'une approche collective (à l'échelle de la copropriété ou du quartier) mutualisant les moyens et les modalités d'intervention.
- Proposition 16.: Travailler avec les fournisseurs d'énergie dans l'effort d'identification des ménages en situation de précarité énergétique
- Proposition 17.: Intégrer la problématique des déplacements dans le repérage des situations de précarité énergétique
- Proposition 18.: Elargir la notion juridique d'habitat insalubre aux logements dits « passoires thermiques »

TRANSPORTS

Comment favoriser le report modal vers des solutions de transports alternatives ?

La transition vers un monde plus sobre en énergie passe aussi par les transports. Les consommations d'énergie liées à ce secteur, majoritairement d'origine fossile (92% de l'énergie finale consommée dans les transports provient de produits pétroliers), sont très importantes. Par conséquent, le potentiel d'économies d'énergie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques lié à cet usage l'est aussi. Cependant, il peut être considéré comme difficile à concrétiser car il induit un changement des comportements dans la manière de se déplacer ainsi que le développement de l'offre de transport public.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 19.: Répondre aux problématiques de mobilité par une optimisation des usages dépassant la simple logique de l'offre de transports
- Proposition 20.: Développer des solutions alternatives de mobilité notamment en matière de transport de marchandises : relais péniche, triporteur en vélo, etc. en s'appuyant en particulier sur la mise en place d'un réseau rail et voies d'eau à l'échelle européenne.
- Proposition 21.: Développer la flexibilité des infrastructures de transports (par exemple circulation des bus sur l'autoroute, voies pour le covoiturage) et des grilles de tarification des transports en commun (tarif variant selon les heures).
- Proposition 22.: Développer l'usage des modes actifs pour le trajet domicile / école, par la mise en œuvre de Plans de Déplacements d'Ecole et la mise en place de bus pédestres ou de bus cyclistes
- Proposition 23.: Mettre en place des incitations financières visant l'utilisation du vélo : indemnités kilométriques, aides à l'achat, etc. ainsi que les conditions de circulation favorisant la circulation des vélos (adaptation des infrastructures, réglementation, etc.)
- Proposition 24.: Développer les modes de transports partagés : auto-partage, covoiturage, etc.



Débat sur la transition énergétique

Janvier – Juin 2013



Débat régional
sur la transition énergétique

-Proposition 25.: Promouvoir une plus grande prise en compte des temps dans les politiques publiques : élargissement de l'amplitude horaire des transports en communs, développement du chrono-aménagement, etc.

AGRICULTURE

Comment modifier les pratiques alimentaires des consommateurs ? Quelle relocalisation des bassins de production agricole ?

Par nos habitudes alimentaires et la recherche d'une plus grande proximité entre les lieux de production agricole et de consommation, il est possible de réduire drastiquement les consommations énergétiques issues du secteur agricole.

Propositions d'ordre général :

-Proposition 26.: Encourager les initiatives visant au développement d'une agriculture urbaine et périurbaine plus proche des lieux de consommation tout en veillant à mesurer leur impact carbone pour ne pas créer de contre-références

-Proposition 27.: Réduire le gaspillage alimentaire en sensibilisant les différentes catégories de consommateurs sur les impacts environnementaux de ces gâchis et plus globalement des pratiques alimentaires (par exemple une consommation excessive de viande)

-Promotion 28.: Mettre en place des aides et subventions visant au développement de l'agriculture biologique, de fermes urbaines, de ruches, etc.

SYSTEME ENERGETIQUE LOCAL

Quelle évolution du système énergétique local pour une transition énergétique ?

Il importe de développer l'efficacité inhérente aux modes de production et de distribution de l'énergie. Les solutions sont à trouver dans le développement des outils facilitant l'effacement d'une part des consommations.

Propositions d'ordre général :

-Proposition 29.: Poursuivre les recherches sur la valorisation des capacités d'effacement des consommateurs (c'est-à-dire les capacités à baisser leur consommation à la demande)

-Proposition 30.: Favoriser la consommation hors pointe en s'appuyant en particulier sur les médias pour écrêter les pics de consommation

-Proposition 31.: Mettre en place une tarification progressive de l'énergie

-Proposition 32.: Favoriser l'accès aux données de production et de consommation, et notamment développer des compteurs intelligents apportant des informations utilisées par les ménages pour maîtriser leur consommation

- Proposition 33.: Veiller à une bonne coordination sur les schémas locaux de développement des infrastructures de charge de réseau, en particulier en ce qui concerne les projets de déploiement du véhicule électrique afin d'éviter de congestionner le réseau (optimiser la maîtrise de la demande en électricité (MDE) et la maîtrise de la demande à la pointe (MDP)).

- Proposition 34.: veiller à la localisation optimale des installations de production, au regard des contraintes du réseau et des besoins de consommation



Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ?

Le mix énergétique (ou bouquet énergétique) est la répartition des différentes sources d'énergie (pétrole, gaz, charbon, nucléaire, énergies renouvelables) utilisées pour satisfaire les besoins de mobilité, de chaleur et d'électricité spécifique. Le gouvernement a d'ores et déjà fixé un objectif à l'horizon 2025 (la réduction de la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité), objectif qui vient s'ajouter à celui du paquet Energie Climat adopté en 2008 à l'échelle européenne (faire passer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique européen à 20%) Il s'agit à l'évidence d'objectifs ambitieux, nécessitant des décisions stratégiques et des investissements majeurs. Le scénario pour les atteindre devra donc être fait à l'aune d'analyses économiques, sociales et environnementales.

PRINCIPES GENERAUX

Matière à débat et ayant fait l'objet de nombreux exercices de scénarisation, la question du mix énergétique renvoie à un certain nombre de considérations générales et partagées par tous :

Propositions d'ordre général :

- Proposition 35.: Privilégier un mix énergétique diversifié assurant ainsi une certaine forme de robustesse du système énergétique français
- Proposition 36.: Choisir un mix énergétique faiblement émetteur en gaz à effet de serre et à fort contenu en emplois non délocalisables
- Proposition 37.: Conduire une évolution du bouquet énergétique français en poursuivant le souci de ne pas accroître la charge sur les ménages les plus fragiles et sur les territoires les plus vulnérables.
- Proposition 38.: Améliorer la comparabilité et la transparence des coûts de production et de distribution actuels et à venir des différentes filières énergétiques afin de faciliter l'aide à la décision dans les choix d'investissement
- Proposition 39.: Promouvoir et favoriser un modèle de consommation et un mix énergétique qui permettent d'optimiser les infrastructures de production et d'acheminement, au regard des besoins actuels et à venir en chaleur, en mobilité et en électricité.

Proposition d'ordre réglementaire :

- Proposition 40.: Aboutir à l'issue du débat à l'élaboration d'une feuille de route législative chiffrée, ciblée et programmée facilitant le travail des décideurs

NUCLEAIRE

Plaçant le **nucléaire au cœur du débat sur la question du mix énergétique**, les échanges ont fait apparaître un dissensus sur la place à donner à cette énergie. Entre promoteurs d'une sortie du nucléaire progressive et programmée et défenseurs d'un maintien des capacités de production d'électricité d'origine nucléaire, le débat n'a pas permis d'aboutir à l'identification d'un point de vue commun et partagé.

Deux opinions divergentes ont ainsi été exposées :

Pour les **promoteurs d'une sortie du nucléaire** :

- Proposition 41. (non-consensuelle) : Lancer une étude permettant de considérer les conséquences potentielles d'un point de vue économique et sanitaire d'une catastrophe nucléaire
- Proposition 42. (non-consensuelle) : Elaborer un plan de sortie du nucléaire : identification des centrales concernées prioritairement, échéancier, etc.

Pour les défenseurs du nucléaire, la technologie nucléaire permet à la France de disposer d'une électricité peu chère, réduit les émissions du gaz à effet de serre et la dépendance énergétique :

- Proposition 43. (non-consensuelle) : Maintenir les capacités de production d'énergie d'origine nucléaire de façon à ne pas creuser davantage la balance commerciale et à sécuriser l'approvisionnement énergétique.



ÉNERGIES RENOUVELABLES

La transition énergétique repose pour partie sur un fort développement des énergies renouvelables. Il doit permettre d'accompagner l'objectif de réduction de la part de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique français. Il doit également favoriser l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la réduction de la dépendance, tout en respectant les engagements climatiques et environnementaux. (cf. *synthèse question 3 – Quels choix en matière d'énergies renouvelables, quelles innovations technologiques, quelle stratégie de développement industriel et territorial ?*). Clé de voute du mix énergétique de demain, le stockage énergétique, et en particulier de l'électricité d'origine renouvelable, apparaît comme un champ de recherche important à développer.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 44.: Investir dans de nouvelles technologies de stockage de l'électricité, notamment en utilisant les excédents de production d'électricité d'origine renouvelable pour synthétiser chimiquement du gaz (hydrogène et méthane), lui-même stockable sur le réseau de gaz pour être réutilisé.
- Proposition 45.: Développer la connaissance des potentiels de développement des différentes filières d'énergies renouvelables : quantité, qualité, provenance, technique, etc.
- Proposition 46.: Réaliser une analyse globale des impacts environnementaux de chacune des filières d'énergies renouvelables afin d'aider à la décision

HUILES ET GAZ DE SCHISTE

Le pétrole et le gaz « non conventionnels », dont font partie les gaz et huiles de schiste, sont potentiellement présents dans le sous-sol français. Pour autant, la loi française interdit la fracturation hydraulique, seule technique aujourd'hui disponible pour les exploiter, en raison de risques environnementaux et sanitaires (risque potentiel de contamination des nappes phréatiques et des sols, artificialisation des sols, exploitation émettrice de gaz à effet de serre, risque de sismicité, etc.).

Propositions d'ordre général :

- Proposition 47.: Lancer des programmes de recherche et développement de façon à améliorer d'un point de vue environnemental et sanitaire les techniques d'exploitation

Proposition d'ordre réglementaire :

- Proposition 48.: Suspender toute exploration de nouveaux gisements d'huiles et de gaz de schiste



Quels choix en matière d'énergies renouvelables, quelles innovations technologiques, quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

Le développement des énergies renouvelables est un axe prioritaire pour fournir l'énergie nécessaire à la société française. Ce développement doit exploiter la grande diversité des énergies renouvelables. Ces énergies s'appuient sur des flux naturels pour produire de la chaleur (géothermie, solaire thermique, chaleur de récupération, etc.), de l'électricité (hydraulique, éolien, solaire photovoltaïque, etc.) et des combustibles et carburants issus de la biomasse (bois, biocarburants, biogaz, etc.).

Aquifères superficiels et profonds, terres agricoles et forestières, potentiel éolien : l'Île-de-France est riche sur l'ensemble de son territoire d'un potentiel important de mobilisation des énergies renouvelables et de récupération. Le rythme de développement de ces énergies doit tenir compte de leur degré variable de maturité et de leur coût de développement.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

En fonction des priorités fixées sur les différentes filières d'énergies renouvelables et de récupération à développer, la question se pose des politiques appropriées pour soutenir leur développement et mettre en place une stratégie pérenne. La bonne gouvernance de ce développement est d'autant plus importante pour assurer la mise en place de ce nouveau mix énergétique.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 49.: Faciliter l'accès à l'information pour connaître les ressources énergétiques locales et organiser leurs usages par la mise en place de Schémas Territoriaux des Energies Renouvelables et des Réseaux
- Proposition 50.: Faciliter les interconnexions de réseaux de façon à développer les synergies entre sources d'énergies, en particulier afin d'exploiter au mieux les sources de chaleur
- Proposition 51.: Mettre en place un guichet unique d'information sur les technologies et les solutions de financement de projets d'énergies renouvelables
- Proposition 52.: Promouvoir l'autoconsommation des énergies renouvelables
- Proposition 53.: Soutenir les filières d'équipements d'énergies renouvelables produits en France
- Proposition 54.: S'assurer de l'opportunité environnementale de l'ensemble des projets d'énergies renouvelables (exemple : concurrence avec les terres agricoles)

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 55.: Lever les barrières réglementaires au développement des énergies renouvelables (par exemple, relever les seuils de classement en ICPE)
- Proposition 56.: Stabiliser les tarifs d'achat de façon à faciliter la programmation et la faisabilité des projets de développement des énergies renouvelables



INTERMITTENCE ET STOCKAGE

Quelle gestion de l'intermittence de certaines énergies renouvelables dans une logique d'intégration en masse dans le mix énergétique ?

Certaines énergies renouvelables se caractérisent par leur variabilité à l'échelle journalière ou horaire. C'est le cas en particulier de l'éolien et du photovoltaïque. Cette problématique de l'intermittence de ces énergies doit être prise en compte à l'aune des progrès envisageables en matière de réduction des besoins de consommations de pointe et surtout de solutions futures de stockage de l'électricité.

Proposition d'ordre général :

- Proposition 57.: Soutenir les travaux de recherche visant à développer les solutions de stockage de l'électricité (*Power to Gas*, air comprimé, batteries,...)
- Proposition 58.: Développer les solutions de stockage aujourd'hui opérationnelles (stations de transfert d'énergie par pompe, ballon d'eau chaude sanitaire, etc.)
- Proposition 59.: Développer une filière Smart Grids française pour créer des emplois et conquérir de nouveaux marchés

FILIERES THERMIQUES

Les filières pouvant se substituer aux usages de combustion basés sur les hydrocarbures pour les transports et la chaleur (chauffage et eau chaude sanitaire pour le tertiaire et le résidentiel) sont des filières assez largement matures : solaire thermique, géothermie, valorisation énergétique de la biomasse (bois-énergie, biocarburants, biogaz, etc.).

Propositions d'ordre général :

- Proposition 60.: Développer une filière biomasse au sens large dans une logique de circuits courts de proximité
- Proposition 61.: Mobiliser la forêt privée et faciliter le remembrement forestier afin d'encourager les projets de valorisation énergétique du bois.
- Proposition 62.: Prendre en compte, dans les choix d'investissements, le bilan énergétique du processus de méthanisation (transport d'éco-substrat nécessaire aux unités de méthanisation)
- Proposition 63.: Faciliter la concrétisation de projets de digesteurs portés par des groupements d'agriculteurs (information, conseil, financement).
- Proposition 64.: Encourager la recherche, le développement et la commercialisation d'une filière GNV pour le transport de personnes et de marchandises
- Proposition 65.: Développer un service public local visant au développement de la géothermie.

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 66.: Mettre en place un « plan de sauvegarde » des potentiels de cogénération
- Proposition 67.: Elaborer des schémas directeurs des réseaux de chaleur à la maille pertinente
- Proposition 68.: Rendre obligatoire le raccordement des bâtiments aux réseaux de chaleur, à partir d'un certain taux de production de chaleur d'origine renouvelable



FILIERES ELECTRIQUES

Les filières de production d'électricité, en particulier l'éolien et le photovoltaïque, sont en cours de déploiement malgré les difficultés issues des modifications tarifaires et réglementaires répétées. Des besoins de soutien se font encore aujourd'hui sentir.

Proposition d'ordre général :

- Proposition 69.: Promouvoir et soutenir l'acquisition de véhicules électriques pour le transport de personnes et de marchandises (véhicules utilitaires, voitures, vélos) dans leur aire de performance, c'est-à-dire en milieu urbain pour de courtes distances
- Proposition 70.: Généraliser la mise en place de schémas directeurs concertés pour le développement de bornes de recharge des véhicules électriques

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 71.: Bonifier les tarifs d'achat photovoltaïque pour les panneaux d'origine européenne.
- Proposition 72.: Mettre en place une réglementation adaptée au petit éolien

ENERGIE FATALE

Quels gisements d'énergie fatale ? Quelles modalités de valorisation ?

L'énergie fatale désigne la quantité d'énergie inéluctablement présente ou piégée dans certains processus ou produits, qui pourraient être, au moins pour partie, récupérée et/ou valorisée. L'exemple des *data centers* en Ile-de-France apparaît emblématique de ce point de vue-là. La chaleur produite par cette activité gagnerait à être récupérée pour alimenter les bâtiments ou réseaux de chaleur voisins.

Proposition d'ordre général :

- Proposition 73.: Identifier, cartographier et valoriser les gisements d'énergie fatale et les opportunités de synergies entre systèmes énergétiques, notamment afin d'exploiter au mieux les sources de chaleur, ainsi que les possibilités d'écologie industrielle

Proposition d'ordre réglementaire :

- Proposition 74.: Rendre obligatoire le raccordement aux réseaux de chaleur des gisements d'énergie fatale qui ont un potentiel technico-économique

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

La réussite de la transition énergétique nécessitera la mise en œuvre de financements, qui ne sauraient être pour autant exclusivement des coûts nouveaux. Si des dispositifs dédiés à l'amélioration de l'efficacité énergétique ou au développement des énergies renouvelables (*certificats d'économies d'énergie, crédits d'impôts développement durable, Eco Prêt à Taux Zéro, fonds chaleur ADEME et autres subventions, tarif d'achat, etc.*) ont été mis en place par l'Etat et les collectivités - Régions plus particulièrement -, les sources de financements sont encore loin d'être suffisantes pour atteindre les objectifs nationaux et européens. Face à l'ampleur du « chantier », il est apparu essentiel d'identifier de nouveaux modes d'interventions publiques permettant de soutenir des investissements de long terme et d'aller au-delà du modèle d'intervention actuel basé sur des subventions ou des incitations fiscales. Des propositions nouvelles ou visant au développement d'initiatives déjà existantes ont été évoquées lors de ces débats plus particulièrement dans les domaines suivants :

FISCALITE ENVIRONNEMENTALE

• *Quelle fiscalité environnementale pour une transition énergétique ?*

La fiscalité environnementale doit permettre d'inciter ou de dissuader les comportements vertueux ou néfastes en termes de consommations énergétiques ou d'émissions de gaz à effet de serre. Des instruments fiscaux existent mais demeurent perfectibles. De fait, la mise en place en France d'une véritable fiscalité environnementale reste encore largement inaboutie. Par le signal-prix qu'elle véhicule et par les actions d'accompagnement qui doivent être élaborées de concert, elle doit permettre de pousser à l'action toutes les catégories d'acteurs.

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 75.: Moduler la fiscalité existante (système de bonus-malus) en fonction de critères de performance énergétique : taxe foncière ; droits de mutations ; taxes sur les plus-values locative et foncière
- Proposition 76.: Renforcer la bonification du crédit d'impôt en cas de « bouquets de travaux » pour inciter à la réalisation de travaux ambitieux en termes de rénovation énergétique
- Proposition 77.: Réduire la TVA pour les travaux de rénovation des logements à 5% à l'instar des logements sociaux
- Proposition 78.: Mettre en place une « contribution climat » (ou taxe carbone) afin de financer l'ensemble des projets de transition énergétique
- Proposition 79.: Affecter la fiscalité locale de l'énergie (Taxe sur les Consommations Finales d'Electricité et Taxe Intérieur sur les Produits Pétroliers) au financement exclusif des politiques territoriales énergie-climat

FINANCER LA TRANSITION ENERGETIQUE

• *Comment assurer le financement des objectifs ambitieux de rénovation énergétique et de développement des énergies locales et renouvelables dans un contexte financier maussade pour l'ensemble des acteurs ?*

En France, des dispositifs dédiés ont été élaborés afin de soutenir les investissements dans l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. Néanmoins, l'ampleur et le nombre de ces projets ne sont pas encore au rendez-vous pour atteindre les objectifs de long terme (facteur 4 notamment).

Par ailleurs, la conjoncture économique morose conduit à la fois à une raréfaction des ressources publiques et à des difficultés de financement des projets, en particulier quand ils reposent sur une perspective de long terme comme c'est souvent le cas pour la rénovation des bâtiments. Ce besoin de capital est à rechercher dans le renforcement d'outils existants et le développement d'outils de financement nouveaux.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 80.: Développer les outils de tiers financement au-delà des quelques projets publics
- Proposition 81.: Améliorer la mise en compétence des établissements bancaires dans la gestion des financements bonifiés et innovants
- Proposition 82.: Poursuivre la promotion des certificats d'économie d'énergie comme outil de valorisation financière des travaux



- Proposition 83.: Promouvoir la mise en place de fonds d'investissements citoyens permettant le financement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique
- Proposition 84.: Poursuivre le financement de la production de chaleur à partir des énergies renouvelables (biomasse, géothermie, solaire thermique, etc.) via le fonds chaleur.
- Proposition 85.: Développer des modalités de valorisation (financière) des capacités d'effacement des consommateurs
- Proposition 86.: Poursuivre l'organisation à l'échelle régionale d'une concertation entre les investisseurs, les aménageurs du territoire et les collectivités territoriales, pour optimiser la contribution de chaque euro investi
- Proposition 87.: Développer les dispositifs de pré-financement ou d'avance de trésorerie pour les particuliers (plutôt qu'une rétro-distribution via des subventions *a posteriori*)

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 88.: Stabiliser les incitations fiscales et les subventions afin de faciliter la lisibilité des potentiels bénéficiaires
- Proposition 89.: Simplifier le dispositif des contrats de performance énergétique de façon à le rendre plus accessible aux différents types de porteurs de projets
- Proposition 90.: Créer un produit d'épargne bloqué et sécurisé (sur le modèle du Plan Epargne Logement), adapté aux besoins des copropriétés et favorisant une vision à long terme de l'entretien de leur patrimoine en particulier en matière de travaux d'économies d'énergie.
- Proposition 91.: Donner la possibilité aux copropriétés d'accéder à la mobilisation de prêts collectifs pour la rénovation de leur logement.
- Proposition 92.: Elargir la cible des éco-prêts de façon à faciliter la massification des rénovations
- Proposition 93.: Simplifier les modalités d'obtention des aides à destination des ménages par la mise en place de guichets uniques
- Proposition 94.: Encourager l'ouverture du capital des sociétés productrices d'énergies renouvelables à des collectifs de citoyens et aux collectivités locales
- Proposition 95.: Organiser une programmation pluriannuelle des investissements réseaux intégrant les besoins régionaux/locaux

FACILITER L'AIDE A LA DECISION

• Quelles priorités à l'investissement et sur quels critères ?

Avec ou sans transition énergétique, un certain nombre d'investissements doivent être réalisés pour maintenir et rénover le « parc de production et de distribution d'énergie », le parc de bâtiments, etc. Les investissements nécessaires à la mise en œuvre de cette transition pourraient relever dès lors et pour partie d'une simple réallocation de ces investissements à l'aune d'une nouvelle forme d'analyse économique et financière des projets intégrant notamment l'évolution du prix des énergies fossiles et fissiles.

Parallèlement à l'évaluation des coûts, les choix pourront être faits également au regard d'une analyse des bénéfices attendus de la transition énergétique. Parallèlement au calcul de la rentabilité directe, il s'agit de prendre en compte leurs bénéfices indirects en termes de compétitivité, de création d'emplois, de réduction des impacts environnementaux (sens même de la transition énergétique).

Propositions d'ordre général :

- Proposition 96.: Améliorer la comparabilité et la transparence des coûts de production et de distribution actuels et à venir des différentes filières énergétiques afin de faciliter l'aide à la décision dans les choix d'investissement
- Proposition 97.: Adopter une approche en coût global afin de juger de la pertinence des investissements à réaliser
- Proposition 98.: Etudier l'impact financier sur les ménages et sur la compétitivité des entreprises des différentes filières énergétiques

Quelle gouvernance pour la transition énergétique et la territorialisation du service public de l'énergie ?

L'énergie est un exemple par excellence du besoin d'une gouvernance à plusieurs niveaux. Elle est aujourd'hui tiraillée entre un système énergétique français fortement centralisé porté par un Etat décisif dans la définition des objectifs de production, dans l'interconnexion des systèmes locaux, l'établissement de normes, et des collectivités territoriales toujours plus motrices et pertinentes dans l'exploitation des gisements d'économies d'énergie, le développement des énergies locales et renouvelables et la sensibilisation des acteurs et citoyens.

A l'aune d'une nouvelle étape de décentralisation, la recherche d'une gouvernance appropriée, permettant la conduite cohérente à tous les niveaux et à toutes les étapes de décision du projet de transition énergétique, apparaît comme une condition indispensable de sa réussite. Elle est nécessaire à son efficacité, à sa pérennité et à son acceptabilité.

Pour répondre à cet enjeu plusieurs questions ont été mises au débat permettant d'identifier des propositions dans les domaines suivants :

COMPETENCES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

• *Comment répartir les compétences entre le niveau national et les différents niveaux territoriaux pour la mise en œuvre des orientations fixées par la future loi de programmation de la transition énergétique ?*

Par leur connaissance des territoires, les collectivités territoriales ont une légitimité à agir sur les questions de sobriété, d'efficacité énergétique, de production d'énergie à partir de sources locales et renouvelables et plus généralement d'organisation sur les questions d'énergie en intégrant les enjeux énergétiques nationaux. Il est clairement partagé que sans leur mobilisation, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de la transition énergétique. Il faudra pour cela renforcer leur capacité d'action et les doter des outils de connaissance, d'analyse et de financement nécessaires. Cette décentralisation des compétences devra se faire en veillant à maintenir la solidarité et la cohésion entre les territoires, ainsi que la cohérence entre la politique de l'Etat, les objectifs nationaux et les actions locales.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 99.: Promouvoir une approche transversale des enjeux énergétiques et climatiques de façon à traiter ces questions en cohérence avec les autres politiques publiques (ex. précarité énergétique)
- Proposition 100.: Encourager à la mise en place de démarches collectives mobilisant acteurs publics et privés (à l'instar de la SEM Energies Posit'IF)
- Proposition 101.: Penser la gouvernance de l'énergie selon un principe de subsidiarité active permettant de concilier les différentes échelles d'action
- Proposition 102. (non-consensuelle) : Renforcer les syndicats d'énergie dans leur rôle d'appui aux collectivités territoriales

Les échanges ont fait apparaître un dissensus concernant cette proposition n°102. Si une place accrue des syndicats d'énergie (Autorités Organisatrices de la Distribution d'Energie) est prônée par certains, d'autres soulignent le besoin de cohérence nationale et la performance du système actuel.

Ces derniers font les propositions suivantes :

- Proposition 103. (non-consensuelle) : Orienter l'action des distributeurs vers un renforcement du conseil vers les AODE et les collectivités, notamment pour la mise en œuvre des PCET, en cohérence avec le rôle du distributeur dans l'élaboration des SRCAE.
- Proposition 104. (non-consensuelle) : Encourager la coordination entre l'innovation locale et les programmes de recherche des grands groupes industriels, en assurant la transparence en amont de ces innovations, sans désoptimiser le système électrique national.



L'enjeu de ce débat est notamment celui des voies et moyens d'une garantie de la péréquation tarifaire et parfois du maintien d'une telle péréquation, avec un tarif unique de distribution de l'électricité. L'idée du maintien d'un tarif d'acheminement sur le principe du « timbre poste » (un tarif d'acheminement de l'électricité en tout lieu du territoire national) n'est pas défendue par tous. Pour certains, elle est la garantie de la solidarité nationale et de l'aménagement du territoire, et la péréquation est intimement liée à l'existence d'un opérateur national. Pour d'autres, le tarif unique peut être un obstacle à la mise en œuvre de systèmes locaux adaptés, en fonction des spécificités de chaque territoire, aux objectifs de la transition énergétique. En général, ces derniers ne nient toutefois pas l'intérêt d'une péréquation mais considèrent qu'elle peut se réaliser de façon contractuelle entre collectivités (ex : création d'un fonds de péréquation sur le modèle de ce qui existe entre certaines régions).

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 105.: Adopter un droit à l'expérimentation pour ne pas limiter les capacités d'action des collectivités locales et permettre l'adaptation des règles aux contextes locaux
- Proposition 106.: Renforcer les outils de planification énergie-climat (SRCAE, PCET) en leur conférant un caractère prescriptif et en s'assurant de la couverture de l'ensemble du territoire national
- Proposition 107.: Permettre aux structures institutionnelles publiques de constituer des sociétés de projet susceptibles de détenir des participations dans des sociétés productrices d'énergies renouvelables
- Proposition 108.: Donner un statut aux Agences Locales de l'Energie en reconnaissant leur mission de service public, en s'inspirant par exemple du statut des agences d'urbanisme
- Proposition 109.: Contraindre les collectivités locales à publier un rapport annuel présentant les consommations énergétiques de leur patrimoine à annexer au compte administratif.

INFORMATION ET PARTICIPATION DES CITOYENS

- *Comment prendre en compte l'acceptabilité sociale de la transition énergétique et faire en sorte que le citoyen/consommateur final ne soit plus captif mais acteur à part entière ?*

La participation du public et l'accès à l'information sont essentiels à la mise en œuvre de la transition énergétique. Les citoyens peuvent agir de multiples manières, directement ou via des organisations et plus globalement dans leur consommation si tant est qu'ils disposent d'une information claire, transparente et facilement accessible.

Au-delà d'une simple information, c'est la participation des citoyens qui doit être recherchée.

Propositions d'ordre général :

- Proposition 110.: Permettre et renforcer l'implication de la société civile par le biais des instances prévues à cet effet (Commissions Consultatives des Services Publics Locaux, Conseils Economiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux, etc.)
- Proposition 111.: Inciter à la participation des différentes parties prenantes en s'assurant qu'ils disposent d'éléments de connaissance suffisants pour se prononcer
- Proposition 112.: Informer et sensibiliser le plus grand nombre de citoyens pour encourager au changement de comportements par le biais notamment de compteurs communicants
- Proposition 113.: Produire une information claire, transparente et pédagogique pour faciliter la prise de décision au travers de guichets uniques notamment.
- Proposition 114.: Mettre en place des modes d'emploi ou livrets d'utilisation des bâtiments permettant d'accroître la maîtrise d'usage et d'aider à réduire leurs consommations énergétiques
- Proposition 115.: Encourager et faciliter les démarches citoyennes collectives (SCIC, épargne citoyenne, etc.) dans une optique de mise en désir ou d'acceptabilité sociale des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la sobriété énergétique.
- Proposition 116.: Intégrer des modules d'enseignement (en primaire et secondaire) sur les questions de sobriété énergétique et plus globalement d'éco-gestes.



DISTRIBUTION DE L'ÉNERGIE

- *Comment trouver le bon équilibre, dans le domaine des énergies de réseau, entre la préservation du modèle historique français reposant notamment sur le principe de péréquation tarifaire (tarif identique sur tout le territoire) et le développement de stratégies territoriales diversifiées ?*

La question de la distribution de l'énergie en général et de l'électricité en particulier fait largement débat.

L'organisation des réseaux a peu évolué depuis 1946, et ce, alors même que **le contexte institutionnel, économique, concurrentiel, social et environnemental n'est le plus le même**. La question de la distribution de l'énergie en général et de l'électricité en particulier fait largement débat entre deux logiques :

- **« Pour une autonomie énergétique locale »** : Les difficultés dans les relations contractuelles entre autorités concédantes (collectivités) et concessionnaires (opérateurs nationaux) sont vécues comme étant liées à l'insuffisance des outils de régulation locale. Les collectivités souhaitent inscrire leurs objectifs en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables dans les contrats de concession de la distribution d'électricité et de gaz.

Propositions d'ordre réglementaire :

- Proposition 117. (non-consensuelle) : Assurer l'accès à des données de consommation fiables et pertinentes pour faciliter l'orientation de l'investissement de l'autorité concédante (entre renforcement des réseaux et maîtrise de la demande en énergie) et pérenniser le rôle des observatoires

- Proposition 118. (non-consensuelle) : Instaurer une véritable indépendance entre les activités de distribution et les activités de fourniture afin de poser les conditions d'une gestion locale des réseaux centrée sur les usages et non plus sur l'offre

- Proposition 119. (non-consensuelle) : Mettre en place des schémas locaux de l'énergie afin de donner un rôle plus important aux collectivités dans la gouvernance des réseaux

- Proposition 120. (non-consensuelle) : Doter les collectivités concédantes d'outils de régulation (mise en demeure, pénalités, etc.) permettant de faire évoluer les relations entre concessionnaires et délégataires

- **« Pour un maintien du système concessif actuel » et ce** afin d'assurer une sécurité d'approvisionnement, une péréquation tarifaire et plus globalement maintenir un prix du kWh particulièrement faible.

Pour ce qui concerne la proposition 120, non-consensuelle, il ressort du débat que certains acteurs demandent une capacité pour les AODE à prendre directement des sanctions si le concessionnaire est défaillant, alors que d'autres pensent plus efficace la régulation incitative telle qu'elle est mise en œuvre aujourd'hui par la Commission de Régulation de l'Énergie. Ces derniers font trois propositions alternatives à cette proposition :

- Proposition 121. (non-consensuelle) : orienter le service public de la distribution vers une amélioration continue de la qualité

- Proposition 122. (non-consensuelle) : créer un service public national des données (consommation et production) confié aux distributeurs afin d'assurer l'accès à des données de consommation fiables et pertinentes pour faciliter l'orientation de l'investissement des collectivités

- Proposition 123. (non-consensuelle) : mettre en place à l'échelon régional, une conférence de l'énergie sous la coordination de l'État et du Conseil Régional, qui associerait collectivités et gestionnaires de réseaux.

Au-delà du caractère divergent de ces deux logiques, le modèle énergétique de demain est selon certains participants à trouver dans une forme d'**hybridation entre production locale et interconnexion nationale**.



Débat sur la transition énergétique – Ile-de-France – Recommandations structurantes

Des 123 propositions précédentes, les priorités qui se dégagent concernent d'une part les orientations pour arriver à la transition énergétique, d'autre part les moyens de l'accompagner, et enfin les modes de décision et de contrôle à mettre en œuvre. Les propositions qui paraissent prioritaires sont reprises ci-dessous (en caractères de couleur rouge).

Les orientations

La première nécessité identifiée est d'aboutir à une feuille de route législative chiffrée, ciblée et programmée à moyen et long terme, facilitant le travail des décideurs et donnant de la lisibilité aux entreprises.

La rénovation énergétique des bâtiments, une urgence

Pour pouvoir atteindre les objectifs que la France s'est fixés à l'horizon 2025, une action lourde doit être menée sur l'efficacité énergétique des bâtiments existants et notamment dans les logements. Les propositions phares dans ce domaine sont les suivantes :

- mettre en place une obligation progressive de rénovation énergétique sur l'ensemble des logements
- inciter les copropriétés s'engageant dans des travaux de ravalement à réaliser dans le même temps des travaux d'efficacité énergétique (isolation par l'extérieur, etc.)
- simplifier juridiquement et administrativement les travaux d'isolation par l'extérieur

La lutte contre la précarité énergétique, un enjeu sociétal important

La réponse adaptée passe notamment par la mise en place sur le territoire d'un dispositif de service complet et de proximité permettant la détection des ménages en précarité et le conseil personnalisé pour les accompagner dans une logique de maîtrise des consommations énergétiques (comportements et travaux à mettre en œuvre).

Les consommations liées aux déplacements : un poids grandissant

Le secteur des transports, de personnes comme de marchandises, représente plus du quart de la consommation énergétique en Ile-de-France et plus du tiers des émissions de gaz à effet de serre. Les débats ont donc largement porté sur ce domaine crucial en Ile de France. Il en ressort principalement la nécessité de :

- développer la flexibilité des infrastructures de transports (circulation des bus sur autoroutes, voies pour le covoiturage...) et des grilles de tarification des transports en commun (tarifs variant selon les heures)
- développer des solutions alternatives de mobilité notamment en matière de transport de marchandises : relais péniche, triporteur en vélo, etc. en s'appuyant en particulier sur la mise en place d'un réseau rail et voies d'eau à l'échelle européenne



Le mix énergétique national : une évolution primordiale

La mise en œuvre de solutions sécurisantes en terme d'approvisionnement énergétique et efficaces en terme de réduction des émissions de GES nécessite notamment :

- d'améliorer la comparabilité et la transparence des coûts de production et de distribution actuels et à venir des différentes filières énergétiques afin de faciliter l'aide à la décision dans les choix d'investissement et de réaliser une analyse globale des impacts environnementaux de chacune des filières d'énergies afin d'aider à la décision
- d'avoir un accès plus facile à l'information pour connaître les ressources énergétiques locales et organiser leurs usages par la mise en place de Schémas Territoriaux des Energies Renouvelables et des Réseaux
- de faciliter des interconnexions de réseaux de façon à développer les synergies entre sources d'énergies, en particulier afin d'exploiter au mieux les sources de chaleur
- de soutenir des travaux visant à développer de nouvelles solutions de stockage de l'électricité tout en soutenant les solutions de stockage aujourd'hui opérationnelles
- de lever les barrières réglementaires au développement des énergies renouvelables (par exemple, relever les seuils de classement en ICPE)
- de stabiliser les tarifs d'achat de façon à faciliter la programmation et la faisabilité des projets de développement des énergies renouvelables

Les moyens :

Des ressources et des modes de financement adaptés : une condition nécessaire

Sur les ressources fiscales, il conviendrait de :

- Adapter la fiscalité aux enjeux de la transition énergétique : instauration d'une contribution « climat », abaissement de la TVA à 5% pour la rénovation thermique des logements, affectation de la fiscalité locale de l'énergie (Taxe sur les Consommations Finales d'Electricité et Taxe Intérieur sur les Produits Pétroliers) au financement exclusif des politiques territoriales énergie-climat, bonification du crédit d'impôt en cas de « bouquets de travaux »
- Promouvoir et améliorer les dispositifs de financement existants (CEE, éco-prêts) et faire appel à des sources de financement diversifiées et innovantes : développement du tiers financement ; fonds d'investissements citoyens ; création d'un produit d'épargne bloqué et sécurisé (sur le modèle du Plan Epargne Logement) au service des travaux d'économies d'énergie.

En terme d'épargne, il serait souhaitable de créer un produit d'épargne bloqué et sécurisé (sur le modèle du Plan Epargne Logement), adapté aux besoins des copropriétés et favorisant une vision à long terme de l'entretien de leur patrimoine en particulier en matière de travaux d'économies d'énergie.

Dans le domaine bancaire il serait opportun

- de donner la possibilité aux copropriétés d'accéder à la mobilisation de prêts collectifs pour la rénovation de leur logement.
- d'élargir la cible des éco-prêts de façon à faciliter la massification des rénovations



Ces dispositions sont à compléter par la promotion de nouveaux dispositifs comme la mise en place de fonds d'investissements citoyens permettant le financement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Une information claire, transparente et accessible à tous :

Celle ci pourrait passer par les propositions suivantes :

- améliorer la comparabilité et la transparence des coûts de production et de distribution actuels et à venir des différentes filières énergétiques afin de faciliter l'aide à la décision dans les choix d'investissement
- adopter une approche en coût global afin de juger de la pertinence des investissements à réaliser
- favoriser l'accès aux données de production et de consommation, et notamment développer des compteurs intelligents apportant des informations utilisées par les ménages pour maîtriser leur consommation
- développer des guichets uniques de sensibilisation, d'information et de conseil auprès des particuliers recensant l'ensemble des dispositifs d'aides

La formation des professionnels : un facteur de réussite de la transition énergétique

Il convient d'assurer la montée en compétences des professionnels du bâtiment dans la mise en œuvre globale de travaux de réhabilitation intégrant en particulier de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques.

Gouvernance : des modes de décisions adaptés à nos ambitions

Il s'agit déjà de renforcer les outils de planification énergie-climat (SRCAE, PCET) en leur conférant un caractère prescriptif et en s'assurant de la couverture de l'ensemble du territoire national

Dans un système énergétique encore centralisé, la société civile et les collectivités souhaitent prendre une part plus active dans les décisions, ce qui pourrait consister à :

- adopter un droit à l'expérimentation pour ne pas limiter les capacités d'action des collectivités locales et permettre l'adaptation des règles aux contextes locaux
- permettre et renforcer l'implication de la société civile par le biais des instances prévues à cet effet (Commissions Consultatives des Services Publics Locaux, Conseils Economiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux, etc.)
- informer et sensibiliser le plus grand nombre de citoyens pour encourager au changement de comportements par le biais notamment de compteurs communicants
- produire une information claire, transparente et pédagogique pour faciliter la prise de décision au travers de guichets uniques notamment.
- mettre en place des modes d'emploi ou livrets d'usages des bâtiments permettant d'aider les usagers à réduire leurs consommations énergétiques



Entre une plus grande maîtrise par les communes ou leurs groupements, et le maintien du système concessif actuel, des propositions non consensuelles se sont exprimées à propos de l'organisation de la distribution d'électricité. Ce sujet ayant été largement débattu, il apparaît effectivement structurant, c'est pourquoi sont rappelées ici les propositions alternatives principales des tenants de chaque position :

- assurer l'accès à des données de consommation fiables et pertinentes pour faciliter l'orientation de l'investissement par les autorités concédantes (entre renforcement des réseaux et maîtrise de la demande en énergie) et pérenniser le rôle des observatoires

ou

- créer un service public national des données (consommation et production) confié aux distributeurs afin d'assurer l'accès à des données de consommation fiables et pertinentes pour faciliter l'orientation de l'investissement des collectivités

- mettre en place des schémas locaux de l'énergie afin de donner un rôle plus important aux collectivités dans la gouvernance des réseaux

ou

- mettre en place à l'échelon régional, une conférence de l'énergie sous la coordination de l'Etat et du Conseil Régional, qui associerait collectivités et gestionnaires de réseaux.



ANNEXES : COMPTES RENDUS DES CONFERENCES ORGANISEES EN ILE DE FRANCE ET DES CONTRIBUTIONS ECRITES REÇUES PAR LA REGION

- Compte rendu conférence régionale du 18 janvier 2013
- compte rendu conférence régionale du 28 février 2013
- compte rendu conférence régionale du 9 avril 2013
- verbatim de la conférence régionale du 27 mai 2013
- résultats du questionnaire aux participants lors de la conférence de clôture du 6 juin 2013
- synthèse du débat territorialisé du 11 avril organisé par le PNR du Vexin Français et la CA de Cergy Pontoise
- synthèse du débat territorialisé du 18 avril organisé par la CA Plaine Commune et l'ALEC Plaine Commune
- synthèse du débat territorialisé du 22 avril organisé par le CG 77 et le SIESM
- synthèse du débat territorialisé du 22 avril organisé par la CA Est Ensemble, la ville de Montreuil et l'ALEC MVE
- synthèse du débat territorialisé du 23 avril organisé par l'ATEPS
- synthèse du débat territorialisé du 24 avril organisé par la ville de Sevrans
- synthèse du débat territorialisé du 15 mai organisé par le CG 94
- synthèse du débat territorialisé du 15 mai organisé par la CA du Mont Valérien
- synthèse du débat territorialisé du 16 mai organisé par IDFE
- synthèse du débat territorialisé du 16 mai organisé par l'ALEC SQY et Energies Solidaires
- mairie du 3^e arrondissement de Paris : compte rendu de la journée citoyenne du 25 mai
- Agence locale de l'énergie et du climat de SQY : compte rendu de la conférence du 10 avril 2013 au collège Einstein de Magny les hameaux
- Agence locale de l'énergie et du climat de SQY : synthèses du débat du 5 avril

Contributions écrites :

- Synthèse du Schéma Régional Climat Air Énergie d'Ile de France
- Conseil Général de l'Essonne
- Conseil Régional des Jeunes (CRJ)
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme :
 - Les projets « d'Acte III » de la Décentralisation à la française
 - Quelques réflexions sur la portée du Livre blanc du Comité des Régions sur la gouvernance à multi-niveaux
 - Le principe de subsidiarité active : comment concilier unité et diversité ?
- Citoyens franciliens via le site des Ecociliens et via le site national du débat sur la transition énergétique
- EDF
- ERDF
- Fortum France
- g+
- GrDF
- MEDEF IdF
- Réseau Action Climat France